Des solutions face à la crise économique et financière mondiale

Partage international n° 251 – Juillet 2009

Interview de Pedro Paez Pérez

par Luc Guillory

Pedro Paez Pérez fut ministre équatorien de la coordination économique du gouvernement du président Correa d'octobre 2007 à décembre 2008. Il a notamment été l'instigateur des réformes de la loi sur les hydrocarbures qui ont permis au gouvernement de reprendre partiellement le contrôle des ressources pétrolières du pays au détriment des grandes compagnies pétrolières privées. Docteur en économie, spécialiste des politiques publiques de développement, il est également l'auteur de plusieurs ouvrages, dont Risques et défis de la dollarisation en Equateur. *Désormais ambassadeur plénipotentiaire de l'Equateur, il a été appelé à intégrer la Commission Stiglitz qui a remis à l'Assemblée générale des Nations unies des recommandations en vue de résoudre la crise économique et financière mondiale. P. Perez a été invité à représenter la Commission Stiglitz lors du Symposium public de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), en mai dernier. A cette occasion, Luc Guillory l'a interviewé pour* Partage international.

Partage international : *Quelle est l'origine de la Commission Stiglitz, et quels sont ses objectifs ?*
Pedro Paez Pérez : C'est en novembre 2008 que le président de l'Assemblée générale des Nations unies, le père Miguel d'Escoto, a convoqué cette « Commission d'experts auprès du président de l'Assemblée générale des Nations unies sur les réformes du système monétaire et financier international », afin de présenter un rapport sur l'impact de la crise financière et économique mondiale sur les pays en voie de développement, ainsi que des solutions possibles à cette crise.
A l'origine, cette commission n'était composée que de quatre ou six experts, mais aujourd'hui nous sommes 18 membres.
La présidence en a été confiée à Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie et personnalité éminente.

PI. *Quel œil porte cette Commission sur la crise que nous traversons ?*
PPP. Il est tout d'abord important de préciser que la Commission a une composition très hétérogène et que ses membres ont des points de vue parfois très différents, ce qui amène des discussions et même de véritables négociations en vue des recommandations à formuler. Ceci dit, il s'est dégagé un consensus pour critiquer l'ancienne architecture financière et la pensée « unique », dite néolibérale, favorable à la dérégulation financière qui prévaut encore dans les traités de libre échange et les négociations menées à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

PI. *Quelles sont les mesures principales que préconise la Commission Stiglitz ?*
PPP. La Commission concentre son travail sur la production, l'emploi, la justice et la démocratie. Nous sommes favorables à la définition d'un nouveau système mondial de monnaie de réserve, basé sur l'émission de Droits de tirage spéciaux (DTS). Nous préconisons une implication des institutions à l'échelle régionale, afin de déployer des moyens visant la convergence et la coordination macroéconomique régionale, dans le but de créer des conditions de stabilité et de parité des changes. Nous considérons le commerce comme un moyen de développement, mais pas avec la vision néolibérale du libre échange qui considère les forces du marché comme seul arbitre pour la définition de prix justes et efficaces. Au contraire, nous envisageons le commerce comme un moyen de mobiliser les ressources afin de favoriser l'emploi et l'interaction entre les nations.

PI. *Lors du symposium de la Cnuced, il a souvent été question de cette nouvelle réserve internationale, et de savoir quel organisme serait le mieux à même de la gérer. Le nom du Fonds monétaire international (FMI) a été mentionné. D'autres voix ont préconisé une supervision directe par l'Onu. Quelle est votre position ?*
PPP. Je crois que l'institution la plus représentative du monde est l'Onu. Le FMI peut intervenir techniquement, par exemple en gérant la comptabilité de cette réserve, ou en émettant physiquement les DTS, mais l'administration et l'allocation des ressources devraient être du ressort des Nations unies. Cela fait l'objet d'un débat très vif car certains voudraient que la Banque des règlements internationaux puisse jouer le rôle de

banque centrale mondiale. Mais je crois que ce serait une solution encore pire que celle du FMI.

PI. *Lorsqu'on évoque l'Onu, on pense immédiatement à son Assemblée générale, mais on sait également que le Conseil de sécurité bloque de nombreuses décisions. Selon vous quelle instance des Nations unies devrait administrer cette nouvelle réserve ?*

PPP. Le Conseil économique et social des Nations unies (Ecosoc) pourrait être l'organe de supervision directe, ou bien toute autre instance onusienne *ad hoc*, mais en tous cas sous la tutelle de l'Assemblée générale, afin de contrôler la destination des ressources à travers les institutions multilatérales. Par exemple, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) devrait pouvoir y trouver les moyens de financer un programme dans le cas d'un risque de famine. Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) devrait également être autorisé à puiser dans ces réserves pour ses besoins de financement de programmes en faveur des pays les plus pauvres. Tout comme le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), qui pourrait ainsi bénéficier de fonds pour des situations d'urgence liées au changement climatique.

Mais nous considérons également que les institutions financières régionales, comme la Banque du Sud, en Amérique latine, devraient être autorisées à créer des fonds complémentaires afin de multiplier l'émission de DTS à l'échelle régionale, sans subir les taxes fiscales qu'implique le recours aux instruments financiers et monétaires traditionnels. Cette disposition permettrait aux nations de financer leurs programmes de développement, de disposer d'une plus grande marge de manœuvre pour mettre en place des politiques contra-cycliques, et réduire les déséquilibres entre les pays d'une même région.

PI. *Dans ce cas, considérez-vous qu'il faille réformer et mettre sous tutelle des institutions comme le FMI, l'OMC, qu'on accuse souvent d'avoir épousé l'idéologie néolibérale qui a amené la crise actuelle ?*

PPP. En fait, la question centrale est de savoir comment influer sur les décisions politiques prises par les pays du Nord qui ont récemment accordé de nouvelles ressources au FMI. L'un des moyens serait de créer cette nouvelle facilité financière, sans la traditionnelle « conditionnalité » imposée par le FMI, et supervisée par un organe de décision onusien et non par le FMI. Ce serait une réelle solution à la querelle concernant les problèmes de gouvernance mondiale.

PI. *Précisément, l'Assemblée générale des Nations unies doit se réunir pour se pencher sur les solutions à la crise. Les conclusions et recommandations de la Commission Stiglitz doivent être présentées à l'Assemblée. Quelles sont les chances pour qu'elles soient prises en considération et qu'elles soient adoptées à terme ?*

PPP. C'est une occasion véritablement historique qui se présente. Ce n'est ni le G8, ni le G20 qui doit statuer sur la situation et choisir les décisions à prendre, mais le G192. Nous constatons aujourd'hui que les cercles spéculatifs qui ont tiré parti des vingt à trente années de la dérégulation, et d'une véritable hypertrophie parasitaire de la finance, sont également ceux qui retirent aujourd'hui le plus grand profit de la crise. Nous devons changer cela, nous devons changer la relation entre l'appareil productif et le système financier, pour défendre la possibilité de création d'emplois. Nous devons faire le choix d'un type d'économie différent du modèle actuel, qui est un échec. L'économie de compétition actuelle est en faillite. Il nous faut un nouveau paradigme de la production et de la consommation. Nous devons dépasser cette expérience mondiale désastreuse et nous ouvrir à d'autres principes pour gouverner notre vie quotidienne, par le partage, la solidarité, la fraternité, la démocratie, un autre type de relation entre le Nord et le Sud, ainsi que de nouvelles dimensions de coopérations entre pays du Sud. De nouvelles priorités doivent voir le jour, comme le principe de la souveraineté alimentaire, la construction d'une masse critique de sciences et de technologies au bénéfice de tous, ou encore la mise en valeur des savoirs traditionnels des populations, et une véritable révolution culturelle pour l'expression de la voix de tous les peuples.

PI. *Votre réponse semble suggérer que la crise dépasse la simple dimension économique. Peut-on dire qu'il s'agit d'une crise de civilisation ?*

PPP. Bien sûr. Ce n'est pas simplement une crise de la production de biens et de services, mais une crise de la production de « sens » dans le monde. C'est très grave. Au Nord comme au Sud, la contestation populaire porte surtout sur le manque de sens de la vie quotidienne. Par exemple, les gens se posent des questions comme : « *Qu'ai-je fait pour mériter d'avoir perdu mon emploi, ou pour ne plus pouvoir nourrir mes enfants ?* » Le niveau de frustrations qui s'est accumulé et qui va continuer à croître dans le futur proche est très dangereux. La tentation de la violence et du nihilisme est imminente. La communauté internationale, le monde académique, et les penseurs en général, font face à une crise de légitimité majeure, et se doivent de proposer des alternatives fondées sur un ordre supérieur. Nous ne pouvons pas nous permettre de revenir à la barbarie, à la loi de la jungle, nous devons saisir l'opportunité de cette crise pour reconstruire une civilisation plus

humaine, plus fraternelle.

PI. *Les lecteurs de* Partage international *sont accoutumés à la notion de Plan Marshall mondial, comme nouveau paradigme économique. Les recommandations de la Commission Stiglitz vont-elles dans ce sens ?*
PPP. Les conditions pour la mise en place d'un Plan Marshall mondial sont aujourd'hui réunies et, qui plus est, avec des ressources qui sont souvent déjà disponibles localement. Par exemple, comme je l'ai mentionné lors du symposium, l'Amérique latine dispose aujourd'hui de milliards de dollars de réserves de devises, mais le problème est que nous ne pouvons pas les utiliser parce que nous devons nous défendre contre le risque d'attaques financières spéculatives. Si, dans le tiers monde, il était possible de mobiliser ce type de ressources, en complément de DTS internationaux et de ressources monétaires régionales, nous construirions des espaces de souveraineté monétaires régionaux pour déployer des politiques de production et d'emplois qui changeraient radicalement la situation de ces pays en voie de développement.
Mais la crise est également une opportunité pour transformer les économies du Nord et les orienter vers la recherche de la suffisance. Le Sud doit pouvoir obtenir ce qui lui est nécessaire, tandis que le défi du Nord est de se limiter à ce qui lui est suffisant.

PI. *Au cours de la décennie passée, de nombreux changements se sont produits en Amérique du Sud. Pensez-vous que l'Amérique du Sud puisse être un modèle et inspirer les autres nations en vue d'instaurer tous ces changements ?*
PPP. L'Amérique latine a vécu une situation très spécifique, liée à une accumulation historique, et des expériences au niveau de gouvernements mais aussi d'organisations populaires, à des mouvements sociologiques comme la théorie de l'indépendance, la théologie de la libération. Il y a eu tout un fleurissement d'écoles de pensée qui ont conduit à cette situation. Et si cette expérience a une réelle valeur d'exemple, il existe aussi des limitations très graves. Il existe encore un certain degré de colonialisme culturel et académique. Il faut maintenant mobiliser toutes les écoles de pensée progressiste pour proposer des solutions multidimensionnelles à la crise à travers un programme immédiat et viable.

PI. *Le gouvernement de l'Equateur avait proposé de geler la production de pétrole afin de préserver la forêt, si le Nord vous donnait la moitié des revenus normalement issus de la vente de ce pétrole. Pouvez-vous nous dire où en est ce projet ?*
PPP. C'est l'une des expériences que l'Equateur a essayé de lancer, comme un défi au monde, pour la sauvegarde de la biodiversité. C'était une rupture avec les instruments traditionnels dans les négociations entre le Nord et le Sud. Dans l'attente d'une réponse des pays du Nord, le président avait fixé le milieu de l'année 2008 comme échéance, afin de décider ensuite, en cas de rejet de la proposition, de l'éventuelle attribution de droits d'exploitation des réserves de pétrole brut. Mais à ce jour, la réponse du Nord est restée très limitée. Toutefois, à fin 2008, aucune décision d'attribution n'avait encore été décidée par le gouvernement équatorien, dans l'espoir que les forces progressistes parviendront à faire changer les mentalités.

PI. *Les lecteurs de* Partage international *ont l'habitude de lire que les Maîtres de Sagesse estiment que nous n'avons que quelques années pour changer l'économie, et pas plus d'une quinzaine d'années pour résoudre les défis liés au changement climatique et à la pollution afin d'éviter une catastrophe humaine. Selon vous, de combien de temps dispose-t-on pour réaliser tous les changements que nous avons évoqués, et éviter ce que vous avez appelé une « calamité humaine » dans votre allocution au cours du symposium ?*
PPP. Il est temps d'ouvrir toutes les portes et toutes les fenêtres aux énergies sociales, intellectuelles et spirituelles, afin que toutes les voix soient entendues, et que nous bâtissions de nouvelles possibilités pour le monde. Nous n'avons que peu de temps. La profondeur et l'amplitude de la crise sont telles que nous devons mobiliser la participation générale des populations du Nord comme du Sud, des organisations de la société civile, du monde universitaire et de l'ensemble des institutions. A cette condition, nous réussirons.

PI.Partage international *met en exergue l'importance de la « voix des peuples » pour faire bouger les choses et amener les changements.*
PPP. C'est effectivement la « voix des peuples » qui doit être entendue. Ce qui implique un changement dans la relation entre les politiciens et les populations, changement qui devra s'appuyer sur les piliers de la créativité, du compromis et de l'authenticité.

Auteur : Luc Guillory, collaborateur de Share International demeurant à Dijon (France).
Thématiques : Économie
Rubrique : Entretien